

## Télégramme de Jean Chauvel à Christian Pineau (Londres, 11 juillet 1957)

**Légende:** Le 11 juillet 1957, au lendemain de la réunion de la section britannique du Mouvement européen à Londres, Jean Chauvel, ambassadeur de France à Londres, adresse à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, un télégramme dans lequel il évoque les propos tenus par certains hommes politiques anglais sur les problèmes du Marché commun et de la zone de libre-échange.

**Source:** Ministère des Affaires étrangères; Commission de Publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume II: 1957, 1er juillet-31 décembre. Paris: Imprimerie nationale, 1991. 1019 p. p. 62-63.

**Copyright:** (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/telegramme\\_de\\_jean\\_chauvel\\_a\\_christian\\_pineau\\_londres\\_11\\_juillet\\_1957-fr-e9984d31-7124-452d-85ff-a061121bcaeb.html](http://www.cvce.eu/obj/telegramme_de_jean_chauvel_a_christian_pineau_londres_11_juillet_1957-fr-e9984d31-7124-452d-85ff-a061121bcaeb.html)

**Date de dernière mise à jour:** 05/11/2015



## Télégramme de Jean Chauvel à Christian Pineau (Londres, 11 juillet 1957)

**M. Chauvel, Ambassadeur de France à Londres,  
à M. Pineau, Ministre des Affaires Étrangères**

T. n<sup>os</sup> 4111 à 4116. *Londres, 11 juillet 1957.*

*(Reçu : 18 h. 50.)*

La section britannique du Mouvement européen a tenu, le 9 juillet, à Londres, une importante réunion consacrée aux problèmes du Marché commun et de la zone de libre-échange. Sir Winston Churchill, M. Harold Macmillan, M. Robens, député travailliste, membre du *Shadow Cabinet* du Labour, et sir Robert Boothby, député conservateur, y ont pris la parole du côté britannique, cependant que des messages de M. Bourguès-Maunoury et de M. Guy Mollet, et des discours de M. Maurice Schumann et de M. Kiesinger, président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag y apportaient les points de vue français et allemand. J'en retiens les indications principales suivantes :

1. Sir Winston Churchill a déclaré avec force que la Grande-Bretagne ne pouvait approuver le Marché commun que s'il était complété par la zone de libre-échange, faute de quoi, le Marché commun ferait plus de mal que de bien. Les six pays du traité de Rome se tromperaient lourdement s'ils croyaient qu'un Marché commun sans zone de libre-échange autour serait pour eux une opération bénéficiaire.

2. Le Premier ministre a exposé à nouveau les données de base de la politique britannique, telles qu'elles sont constamment énoncées depuis quelques mois. L'Europe courrait le danger très grave, si la zone de libre-échange était rejetée, d'une division politique qui est à l'opposé même des buts proclamés par les promoteurs d'une Europe unie. La Grande-Bretagne, si on l'oblige à choisir entre l'Europe et le Commonwealth, choisira le Commonwealth. Le maintien des liens entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth ne peut que renforcer l'Europe. Enfin, le Premier ministre n'a rien dit de neuf sur le problème des produits agricoles. La position anglaise sur ce point n'est donc pas modifiée, et M. Macmillan s'est constamment référé à une zone *industrielle* de libre-échange.

3. M. Robens a apporté un point de vue travailliste favorable au renforcement des liens avec l'Europe, et s'est appuyé sur les Trade-Unions pour affirmer que l'institution d'une zone de libre-échange devait renforcer le niveau de vie de l'ouvrier britannique. Si l'accent était davantage mis sur des préoccupations sociales, l'ensemble de ses vues ne s'écartait nullement de la doctrine officielle définie par M. Macmillan.

En même temps qu'elle définissait la politique anglaise favorable à l'union européenne, la réunion a donc apporté un témoignage de l'inquiétude et l'incertitude qui règnent ici en ce moment.

La presse, en rendant compte de la manifestation, a surtout reproduit les discours des hommes d'État britanniques.

Les avertissements contenus dans les messages et discours des hommes d'État français sur les dangers d'une exclusion des produits agricoles hors de la zone ont été passés sous silence.

J'envoie au Département le compte rendu détaillé de la réunion par la valise.